

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3980

[C — 2009/31538]

7 MAI 2009. — Arrêté 2006/1266 du Collège de la Commission communautaire française relatif au congé pour interruption de carrière du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, tel que modifié par l'arrêté du Collège n° 2002/316 du 3 juin 2004;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 septembre 1996 relatif à l'interruption de carrière mi-temps dans les organismes d'intérêt public dépendant de la Commission communautaire française;

Considérant l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de carrière professionnelle du personnel des administrations;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 18 novembre 2005;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 26 novembre 2008;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 27 mars 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 décembre 2006;

Vu l'accord du membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 25 janvier 2007;

Vu le protocole n° 2007/35 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 14 février 2008;

Vu l'avis 44.735/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 juin 2008, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition du Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Du congé pour interruption de carrière

Section 1^{er}. — Du champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le champ d'application de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations est étendu au personnel statutaire de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle dans les conditions énoncées ci-après.

Le champ d'application du chapitre 3, sections 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 mai 1999, précité, est étendu au personnel contractuel administratif et pédagogique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Section 2. — Des modalités d'octroi du congé pour interruption de carrière

Art. 3. L'agent peut obtenir, aux conditions et selon les modalités prévues par l'arrêté royal visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent arrêté, un congé pour interrompre sa carrière professionnelle :

- 1° de manière complète;
- 2° de manière partielle à raison d'un cinquième ou de la moitié de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées;
- 3° pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré, qui souffre d'une maladie grave;
- 4° pour donner des soins palliatifs;
- 5° dans le cadre du congé parental lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Art. 4. Ont droit aux congés pour interruption de la carrière complète, partielle, dans le cadre de l'assistance médicale, du congé parental et pour soins palliatifs visés à l'article 3, 1° à 5°, les agents statutaires titulaires d'un grade de recrutement.

Peuvent bénéficier de ces congés les agents titulaires d'un grade de promotion ainsi que les membres du personnel contractuel, dans la mesure des congés qui leur sont applicables, moyennant l'autorisation du Directeur général qui vérifie que le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas affecté.

Art. 5. Sont exclus du congé pour interruption complète ou à mi-temps de la carrière professionnelle prévus à l'article 3 point 1° et 2° du présent arrêté, les membres du personnel :

- stagiaires statutaires;
- titulaires d'un mandat;
- titulaires du rang 13 ou d'un rang supérieur;
- titulaire d'une fonction de gestionnaire pédagogique ou de directeur d'un centre de formation.

Toutefois, le Directeur général peut, dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, autoriser les titulaires de fonctions visées à l'alinéa précédent qui en font la demande, à bénéficier d'une interruption de leur carrière ou d'une réduction de moitié de leurs prestations.

Art. 6. §. 1^{er}. En cas d'interruption partielle de la carrière, les prestations s'effectuent soit chaque jour soit selon une autre répartition sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Directeur général peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

§ 2. L'agent peut reprendre sa fonction avant l'échéance de la période d'interruption de carrière moyennant un préavis de trois mois, communiqué par lettre recommandée au Directeur général, à moins que celui-ci n'accepte un délai plus court.

Art. 7. Le membre du personnel qui a atteint l'âge de 50 ans et qui obtient un congé pour interrompre sa carrière professionnelle, conformément à l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 visé à l'article 2 est tenu de s'engager à interrompre partiellement sa carrière jusqu'à sa retraite. Il peut changer de régime pour autant que la durée de ses prestations de travail s'en trouve réduite.

Toutefois, l'agent peut augmenter à nouveau la durée de ses prestations ou reprendre le travail à temps plein. Dans ce cas, il perd le bénéfice de l'allocation d'interruption majorée prévue par l'article 8 de l'arrêté royal du 7 mai 1999, visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. Le congé pour interruption de carrière n'est pas rémunéré.

Le congé est, pour le surplus, assimilé à une période d'activité de service.

CHAPITRE 2. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 9. Le point 4° de l'article 143/3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, tel que modifié par l'arrêté du Collège n° 2002/316 du 3 juin 2004, est supprimé.

Art. 10. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 septembre 1996 relatif à l'interruption de carrière à mi-temps dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 11. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions et le Membre du Collège qui a la Formation professionnelle dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 2009.

Par le Collège :

B. CEREXHE,

Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions,

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège, qui a la Formation professionnelle dans ses attributions,

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3980

[C – 2009/31538]

7 MEI 2009. — Besluit 2006/1266 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking van het personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende de oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd door het besluit nr. 2002/316 van het College van 3 juni 2004;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 september 1996 betreffende de deeltijdse loopbaanonderbreking in de instellingen van openbaar nut afhangende van de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 18 november 2005;

Gelet op het akkoord van de federale Minister van Pensioenen, gegeven op 26 november 2008;

Gelet op het akkoord van de federale Ministerraad, gegeven op 27 maart 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 december 2006;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met het Openbaar Ambt;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met de Begroting, gegeven op 25 januari 2007;

Gelet op protocol nr. 2007/35 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 14 februari 2008;

Gelet op advies 44.735/2 van de Raad van State, gegeven op 30 juni 2008, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op voordracht van het Lid van het College, bevoegd voor de Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Het verlof voor loopbaanonderbreking*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen wordt uitgebreid naar het statutaire personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, onder de hierna uiteengezette voorwaarden.

Het toepassingsgebied van hoofdstuk 3, afdelingen 2 en 3 van het voornoemd koninklijk besluit van 7 mei 1999, wordt uitgebreid naar het administratieve en pedagogische contractuele personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

Afdeling 2. — Toepassingsregels voor de toekenning van het verlof voor loopbaanonderbreking

Art. 3. De ambtenaar kan verlof voor loopbaanonderbreking krijgen volgens de voorwaarden en modaliteiten van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 2, eerste alinea, van het onderhavige besluit :

- 1° volledig;
- 2° gedeeltelijk, naar rata van één vijfde of de helft van de duur van de dienstprestaties die normaal behoren te worden verricht;
- 3° met het oog op hulpverlening aan of verzorging van een gezins- of familielid tot de tweede graad dat aan een ernstige kwaal lijdt;
- 4° met het oog op palliatieve verzorging;
- 5° in het kader van het ouderschapsverlof bij de geboorte of de adoptie van een kind.

Art. 4. De statutaire ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad hebben recht op de verlopen voor volledige en gedeeltelijke loopbaanonderbreking, in het kader van de medische bijstand, het ouderschapsverlof en de palliatieve verzorging, zoals bedoeld in artikel 3, 1° tot 5°.

De houders van een bevorderingsgraad en de leden van het contractuele personeel kunnen deze verlopen genieten, voor zover ze op hen van toepassing zijn, middels de toelating van de directeur-generaal die erop toeziet dat de goede werking van de dienst verzekerd blijft.

Art. 5. De volgende personeelsleden hebben geen recht op een volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking, voorzien in artikel 3, punt 1° en 2°, van dit besluit :

- statutaire stagiaires;
- titularissen van een mandaat;
- titularissen van rang 13 of een hogere rang;
- titularissen van een ambt als pedagogisch beheerder of directeur van een vormingscentrum.

Als de goede werking van de dienst niet verstoord wordt, kan de directeur-generaal de titularissen van de ambten, bedoeld in de vorige alinea, echter toestaan een loopbaanonderbreking te nemen of hun arbeidsprestaties met de helft te verminderen, op voorwaarde dat zij dit aanvragen.

Art. 6. § 1. Bij gedeeltelijke loopbaanonderbreking worden de dienstprestaties ofwel dagelijks ofwel volgens een andere indeling van de werkweek verricht.

In afwijking van het eerste lid, kan de directeur-generaal beslissen voor sommige door hem bepaalde functies een indeling van de dienstprestaties per maand op te leggen.

§ 2. De ambtenaar kan zijn ambtsverrichtingen hervatten vooraleer de periode van loopbaanonderbreking verstreken is met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven aan de directeur-generaal ter kennis wordt gebracht, tenzij laatstgenoemde een kortere termijn aanvaardt.

Art. 7. Een personeelslid die de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt en die verlof verkrijgt tot loopbaanonderbreking overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999, bedoeld in artikel 2, is ertoe gehouden zich ertoe te verbinden zijn loopbaan gedeeltelijk tot aan de pensionering te onderbreken. Hij kan voor een andere regeling opteren, op voorwaarde dat de duur van de verrichte dienstprestaties wordt beperkt.

De ambtenaar kan de duur van zijn verrichte dienstprestaties echter opnieuw verlengen of terug voltijds gaan werken. In dat geval, verliest hij de in de eerste alinea bedoelde verhoogde onderbrekingsuitkering, voorzien door artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999.

Art. 8. Het verlof wegens loopbaanonderbreking wordt niet bezoldigd.

Het verlof wordt voor het overige evenwel gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK 2. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 9. Punt 4° van artikel 143/3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd bij het besluit nr. 2002/316 van het College van 3 juni 2004, wordt geschrapt.

Art. 10. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 september 1996 betreffende de deeltijdse loopbaanonderbreking in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt opgeheven.

Art. 11. Het Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken en het Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding, worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, op 7 mei 2009.

Door het College :

B. CEREXHE,

Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken

Mevr. F. DUPUIS,

Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3981

[2009/205703]

3 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par les arrêtés des 20 novembre 2003, 14 juin 2007 et 12 juin 2008;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 novembre 2009;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 27 novembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de revoir sans délai la réglementation relative aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées particulièrement en ce qui concerne le montant de la dotation du Fonds de sécurité d'existence, ainsi que les modalités de subventions du personnel de cadre;

Considérant que ces adaptations de la réglementation permettent ainsi la mise en œuvre de mesures destinées à aider les entreprises de travail adapté ainsi que leurs travailleurs dans la crise économique actuelle qui frappe durement l'économie belge;

Considérant que pour la répartition de la subvention exceptionnelle de crise, visée à l'article 4, il a été tenu compte de la subvention accordée pour le personnel d'encadrement au premier trimestre 2009 et d'un pourcentage correctif inversement lié à la diminution du nombre d'heures subsidiées à la production constatée pendant le premier semestre 2009;

Considérant qu'il y a lieu que ces dispositions produisent leurs effets à la date du 1^{er} décembre 2009;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Un article 45^{sexies}, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées :

"Art. 45^{sexies}. Un montant de 400.000,00 euros est affecté en 2009 au Fonds de sécurité d'existence pour l'octroi, dans les entreprises de travail adapté, d'une intervention complémentaire de 3,00 euros par jour chôme aux travailleurs étant au chômage économique temporaire.

Les documents justificatifs des jours chômés, signés par l'entreprise de travail adapté et le travailleur, seront remis par les entreprises de travail adapté au Fonds de sécurité d'existence."

Art. 3. Aux articles 46 et 47 du même arrêté, les mots "des subventions visées aux articles 45 et 45^{quinquies}" sont remplacés par les mots "des subventions visées aux articles 45 à 45^{sexies}".

Art. 4. § 1^{er}. L'Agence octroie aux entreprises de travail adapté qui ont vu une diminution de leurs heures prestées au 1^{er} semestre 2009 une subvention de crise exceptionnelle afin de compenser les surcoûts liés au maintien du personnel de cadre.

§ 2. L'Agence répartit cette subvention entre les entreprises de travail adapté, selon le tableau figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2009.

Art. 6. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 décembre 2009

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX